

# Crise économique, classe ouvrière et système de domination au Mexique (1983-1987)

Cary Hector

Volume 6, numéro 1, printemps 1988

L'économie mondiale en mutation

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002043ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002043ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Hector, C. (1988). Crise économique, classe ouvrière et système de domination au Mexique (1983-1987). *Cahiers de recherche sociologique*, 6(1), 131–154.  
<https://doi.org/10.7202/1002043ar>

# Crise économique, classe ouvrière et système de domination au Mexique (1983-1987)

Note de recherche

---

Cary HECTOR

Cette note de recherche constitue une mise en forme *ad hoc* de certaines données analytiques sur la crise mexicaine ainsi que d'un éventail illustratif de résultats d'enquêtes. En particulier, ces derniers ont été compilés dans le cadre d'un projet de recherche plus large, développé entre 1982 et 1986<sup>1</sup>.

Dans mon cas, ces enquêtes, du type exploratoire, devaient servir d'*éclairage d'appoint* à l'examen du rapport *État/classe ouvrière* (au Mexique) dans un contexte de crise économique. Il s'agissait de saisir les premières perceptions de "la" classe ouvrière, quelque six mois après l'éclatement de la crise mais aussi l'impact des premières mesures "d'ajustement", c'est-à-dire de *gestion de crise*, mises en place par le nouveau détenteur de la présidence, M. Miguel de la Madrid Hurtado. En effet, dès son discours d'installation le 1er décembre 1982, celui-ci avait mis en marche un programme d'urgence en dix points (*Programa Inmediato de Reordenación Económica - PIRE*) qui visait principalement à "*combattre à fond l'inflation, [à] protéger l'emploi et [à] recouvrer les bases d'un développement dynamique, soutenu, juste et efficace*".

Pourquoi *État/classe ouvrière* ? Parce que celle-ci constitue le *pilier central* d'articulation du système de domination mexicain par le

---

<sup>1</sup> "État, accumulation et classe ouvrière dans les sociétés du Tiers-Monde. Une étude comparée Algérie-Mexique (1970-1983)": C. Hector (responsable), A. Corten (co-responsable scientifique), département de science politique, UQAM. Ce projet a été subventionné en partie par le Fonds FCAC et l'UQAM (DEAR) et, pour toute la durée de la recherche, par le Conseil de Recherche en Sciences Humaines du Canada (CRSHC).

truchement de la CTM (*Confederación de Trabajadores de México*), les deux autres piliers étant le "secteur paysan" (CNC - *Confederación Nacional Campesina*) et le "secteur populaire" (CNOP - *Confederación Nacional de Organizaciones Populares*). Coiffé par l'État-PRI, c'est-à-dire l'État complètement investi (du moins au niveau national) par le Parti Révolutionnaire Institutionnel, ce système de domination est issu de la Révolution mexicaine de 1910; il aura été en fait "institutionnalisé" comme tel à la fin des années vingt, puis surtout entre 1934 et 1940 par le général Lázaro Cárdenas. Ainsi que le signale le sociologue González Casanova, de 1946 à nos jours, l'État-PRI a pu mettre en oeuvre des systèmes de médiation/cooptation/répression assurant de façon quasi prévisible le fonctionnement et la reproduction du pouvoir sans ruptures ou cassures majeures<sup>2</sup>.

En période de crise caractérisée — politique ou politico-économique — (1968, 1971-1972, 1976-1977), de nouvelles bases de stabilité sont recherchées à travers le "rééquilibrage" des structures de pouvoir ("réforme politique", "ouverture démocratique", etc.). Or, la crise des années 1980 semblerait plutôt favoriser le cumul et l'autonomie de forces sociales *en confrontation avec le système*. Qu'en est-il en particulier de la classe ouvrière?

Mes enquêtes de 1983 ne permettaient pas encore de répondre de manière satisfaisante à cette question: non seulement les données recherchées n'y touchaient qu'indirectement ou de biais mais aussi, et plus fondamentalement, il a fallu attendre les années 1984-1985 pour voir se décanter des tentatives de "réponses ouvrières" globales à la crise, soit au sein du syndicalisme officiel (c'est-à-dire lié à l'État-PRI) soit, plus typiquement, au sein du syndicalisme dit indépendant<sup>3</sup>. L'analyse conjoncturelle de ces réponses aura permis de les mettre en

---

<sup>2</sup> P. González Casanova, *México, hoy*, Mexico, Siglo XXI, 1979, p.409.

<sup>3</sup> Cette distinction n'est pas que terminologique: elle reflète l'évolution du mouvement ouvrier et syndical mexicain depuis la fin des années 1950, notamment en 1958-1959, et entre 1971-1975 ("l'insurrection syndicale"). Pour un bon aperçu de cette évolution, voir *Memorias del encuentro sobre Historia del Movimiento Obrero*, Universidad Autónoma de Puebla, 3 volumes, septembre 1980 et février 1984.

perspective face au rapport *Classe ouvrière/système de domination*<sup>4</sup> et aussi de mieux apprécier les données recueillies en 1983.

Aussi, avant de présenter quelques extraits pertinents de celles-ci, me semble-t-il indiqué de ventiler l'essentiel des énoncés retenus sur la crise économique.

## 1 La crise

La crise économique-financière qui secoue le Mexique de la mi-1981 à l'été 1982 et culmine dans la nationalisation des banques et le contrôle généralisé des changes (1er septembre 1982) a suscité (et continue de susciter) une pléthore d'interprétations et de réinterprétations<sup>5</sup>. Il n'est pas question bien entendu d'en rendre compte ici, même minimalement, mais plutôt de rappeler à ce stade l'essentiel de la nature et du contenu de cette crise ainsi que de ses effets (ou impacts) sur le plan socio-économique et politique.

Muni d'un tel arrière-plan, on pourra sans doute mieux saisir la toile de fond des enquêtes de 1983 et mettre en perspective les premiers positionnements qu'indiquent les réponses consignées, compte tenu de la propre évolution de la situation de crise, de 1983 à nos jours.

Il y a consensus général à l'effet que cette crise est la plus grave et la plus profonde qu'ait connue le Mexique depuis l'après-guerre, voire selon certains, depuis la dépression des années trente. En mettant en circulation son *Plan Nacional de Desarrollo 1983-1988*, le

---

<sup>4</sup> C. Hector, "La gauche mexicaine aujourd'hui (un survol approximatif et prospectif)", *Amérique latine*, Paris, CETRAL, no 21, janvier-mars 1985, en particulier pp. 66 à 71.

<sup>5</sup> Parmi les nombreuses publications parues à ce sujet, mentionnons les deux volumes publiés sous la coordination de P. González Casanova et H. Aguilar Camín, *México ante la crisis*, Mexico, Siglo XXI, 1986 (1re édition: 1985). En particulier, sont utilisées ici comme références: J. Ros, "La crisis económica: un análisis general", pp. 135-152; A. Guillén R., "Interpretaciones sobre la crisis en México", pp. 153-182. Pour un panorama historique d'ensemble de 1971 à 1977, voir la contribution collective de Ayala et al., dans *México, hoy*, pp. 19-94. Enfin, plus récemment, F. Burgueño Lomelí (sous la direction de), *Economía Mexicana. Situación actual y perspectivas*, México, Instituto de Investigaciones Económicas, UNAM, 1987.

gouvernement de Miguel de la Madrid lui-même se départira de son prédécesseur qui considérait la crise comme étant principalement d'origine *financière*. Désormais, l'accent est mis sur les *facteurs d'ordre interne*, et il s'agira de poursuivre deux lignes stratégiques d'action économique et sociale: "la restructuration de l'économie" et "la promotion de changements structurels".

Par ailleurs, tout en se différenciant sur les nuances ou la hiérarchisation des facteurs, bon nombre d'observateurs ou d'analystes de la scène économique mexicaine insistent sur *l'épuisement* du modèle d'accumulation en vigueur depuis l'après-guerre et identifié au *développement stabilisateur*<sup>6</sup>. D'où, par implication, la nécessité de sa restructuration comme préalable à toute sortie durable de la crise.

Conformément à cette vision, le *développement stabilisateur* arrivant à épuisement à la fin des années 1960, le Mexique entre dans le sexennat de Luis Echeverría (1970-1976) *en situation de crise structurelle*. Celle-ci aura comme détonateur la conjoncture de récession de 1975-1976 (chute du taux de croissance du PIB à 1,7%; investissement privé en dessous de zéro; dette extérieure proche de 20 milliards de dollars — contre 4,5 milliards en 1971; dévaluation du peso à la fin d'août 1976, etc.). La conjoncture proprement déstabilisatrice de la mi-1981 à l'été 1982 aura été précédée de la tentative par López

---

<sup>6</sup> Voir en particulier C. Perzabal, *Acumulación capitalista dependiente y subordinada: el caso de México (1940-1976)*, México, Siglo XXI, 1981, (1re éd. 1979). Certains auteurs, dont par exemple P. González Casanova, A. Guillén, etc., critiquent le recours à la notion de "modèle" comme étant insuffisant pour prendre en compte d'autres facteurs liés à la crise: l'État mexicain et ses marges de manoeuvre ou de subordination face au capital monopoliste, la capacité de certaines forces sociales, notamment ouvrières et populaires, à imposer une nouvelle politique économique à cet État, etc. D'autres auteurs font également ressortir le lien nécessaire entre la crise mexicaine et la récession internationale du début des années 1980. Voir par exemple F. Burgueño Lomeli, *op.cit.*, p. 279. Le *développement stabilisateur* correspond au programme économique (*Desarrollo Estabilizador*) mis sur pied par le gouvernement d'Adolfo López Mateos (1958-1964) et poursuivant quatre objectifs principaux: stabilité du taux de changes; stabilité des prix intérieurs; établissement d'un taux de croissance du produit national de 6 à 7% par an; financement du développement par des épargnes intérieures et extérieures. Voir R. Torres Gaytán, *Un siglo de devaluaciones del peso mexicano*, México, Siglo XXI.

Portillo (1976-1982) d'utiliser le pétrole comme "arme de développement" — ce qui s'est révélé une fausse sortie de crise, voire un facteur d'aggravation de celle-ci. On parvient ainsi, fin 1982, à "la phase spectaculaire" de la crise mexicaine. Les indicateurs suivants donnent une idée de l'évolution de la crise entre 1980 et 1983.

**Tableau 1**  
**Évolution de la crise mexicaine (1980-1983)**  
**(Taux de croissance)**

	1980	1981	1982	1983
Produit intérieur brut	8,3	7,9	-0,5	-5,2
Indice des prix au consommateur (variation moyenne annuelle)	26,3	27,9	58,9	101,9
Salaires réels	-7,4	1,3	3,3	-25,2
Déficit secteur public/PIB	6,5	14,5	17,6	8,9
En cours total de la dette extérieure (en milliards de dollars U.S.)	50,7	74,9	87,6	93,8

Source: adapté de CEPAL, "Estudio económico de México, 1986", *El Mercado de Valores*, año XLVII, no 43, 26 octobre 1987, p. 1126. Il s'agit ici d'un choix d'indicateurs parmi les 13 (de court terme) qu'utilise la CEPAL.

*Grosso modo*, et ainsi que le résume avec à propos Jaime Ros, les effets de la crise sur la *production*, les *salaires réels* et le *taux de chômage* auront été "considérables": réduit d'environ 3% en 1982, le taux de croissance du produit *per capita* tombe à -7% en 1983; malgré une légère récupération en 1982, la dégradation des salaires réels sera de l'ordre de 25% (pour le salaire minimum) durant 1983; de 5% au début de 1982, le taux de chômage ouvert, pour l'ensemble du pays, affecte 1 185 000 personnes, alors qu'à la fin de 1982, il grimpera à 10%, soit approximativement 2 400 000 personnes. À la mi-1983, ce sera 12% soit 3 050 000 chômeurs sur une population économiquement active de 25 millions de personnes. Toujours selon cet auteur, les industries les

plus affectées par la dépression et le chômage semblent être celles de la *construction*, des *mines*, et de l'*automobile*<sup>7</sup>. Viennent ensuite la *métallurgie minière*, l'*industrie textile* et les *services publics*.

À quoi il faudrait ajouter d'autres considérations relatives à la vie chère, au transport, à l'habitat, etc. Par exemple, avec une augmentation des prix de l'ordre de 65% en 1982, les travailleurs à salaire minimum et sans compensation additionnelle auront vu leur salaire réel tomber à un niveau d'un tiers moindre que la moyenne des cinq années antérieures (1977). (On sait qu'au début du mois d'août 1982, des "ajustements de prix" ont affecté des produits courants comme le pain, les *tortillas*, l'essence, le diesel, l'électricité, etc.). Enfin, d'une manière générale, compte tenu des réductions nécessaires dans les dépenses sociales de l'État (salaires indirects, subsides, etc.), l'accès public à certains biens et services (éducation, santé, loisirs, etc.) aura diminué d'autant<sup>8</sup>.

Tel serait, brièvement esquissé, le panorama socio-économique de la crise qui informera la démarche d'enquêtes auprès d'un échantillon *exploratoire* de travailleurs mexicains du District Fédéral (México, DF) au cours de l'été 1983. Les enjeux de la crise sont à ce stade largement débattus et, du côté gouvernemental, les maîtres-mots du projet de sortie de crise s'écrivent "rationalisation", "modernisation", "ajustements", le tout enveloppé d'une nouvelle éthique présidentielle dite "d'austérité" et de "rénovation morale".

Dès lors, la crise économique aurait-elle aussi son versant politique?

Cette formulation de la question est intentionnelle et vise le postulat (ou l'attente) communément répandu d'une articulation nécessaire, c'est-à-dire immédiate, entre crise économique et crise politique. Sans entrer dans la réfutation théorique ou méthodologique de ce postulat (sa logique mécanique en étant la faiblesse la plus évidente),

---

<sup>7</sup> Dans son numéro 50 de mars-avril 1983, la revue *Estrategia* indique les chiffres suivants pour 1982 et les premiers mois de 1983: *construction* : plus de 700 000 ouvriers congédiés; *automobile* : plus de 30 000 et *mines* : plus de 60 000.

<sup>8</sup> Pour ces indications, voir *Estrategia*, "Impacts de la crisis sobre el pueblo", no 47, sept.-oct. 1982, pp. 53-63 et "Situación de los trabajadores", no 51, mai-juin 1983, pp. 42-47.

disons d'emblée que, dans la conjoncture mexicaine en question, n'est pas à l'oeuvre une crise politique, au sens fort et restreint d'une crise d'État. Une boutade apparemment paradoxale de l'essayiste Roger Bartra peut sembler déroutante: "*le plus grave de la crise politique au Mexique, c'est qu'il n'y a pas de crise*". En fait, selon l'auteur, la crise "*fait partie de notre normalité et de notre vie quotidienne depuis plusieurs décennies*"<sup>9</sup>.

En d'autres termes, cette observation signifie qu'au Mexique, la crise politique est *antérieure* à la crise économique proprement dite et que, en 1982-1983, celle-ci vient renforcer les effets ou les potentialités de celles-là, laquelle déploie par ailleurs ses propres mécanismes et processus, bref sa spécificité. Mais de quelle crise politique s'agit-il? D'une *crise de légitimation idéologico-politique* qui s'amorce dans les années 1960<sup>10</sup>, que le pouvoir tentera de *réguler* dans la décennie subséquente ("ouverture démocratique", "réforme politique") jusqu'à l'affirmation d'une volonté de "rénovation morale" au début du sexennat actuel qui s'achève en 1988.

Au fur et à mesure que se déroule l'action gouvernementale de gestion de la crise (économique), il est possible d'observer "*des modifications décisives aussi bien dans le comportement et les structures du pouvoir que dans ses rapports avec les différents secteurs de la société*"; c'est ce qu'affirme l'analyste Carlos Pereyra dans un essai sur "les effets politiques de la crise" où lui aussi, d'entrée de jeu, il se démarque de l'énoncé implicite d'un rapport direct entre crise économique

---

<sup>9</sup> R. Bartra, *El reto de la izquierda*, México, Editorial Grijalbo, 1982, p.47.

<sup>10</sup> Dans un travail antérieur, j'ai consacré quelques développements à cette crise de légitimation idéologico-politique. Voir C. Hector, "Le Mexique et la crise: de l'ouverture démocratique à la 'rénovation morale' (1972-1983)", *Amérique latine*, Paris, CETRAL, no 15, juillet-septembre 1983, en particulier pp. 32 à 36. Également G. Vidal, "El Estado y el sistema de dominación oligárquico en las condiciones de la crisis actual", *El Estado mexicano hoy*, México, IIEC-UNAM, Seminario de Teoría del desarrollo/22, 1983, pp. 54-107. L'"ouverture démocratique" et la "réforme politique" seront poursuivies sous le sexennat respectif d'Echeverría (1970-1976) et de López Portillo (1976-1982). Il s'agit dans les deux cas de mesures institutionnelles et proprement politiques visant à renforcer la légitimité et la représentativité idéologiques et politiques du système (création de partis d'opposition, élargissement de la participation populaire, etc.).



et crise politique. Néanmoins, il suggère les indications suivantes qui, à mon sens, peuvent tenir lieu de paramètres d'orientation<sup>11</sup>:

- "l'effet politique le plus significatif de la crise est la distanciation progressive entre le gouvernement et les organisations syndicales encadrées par le PRI;
- un autre effet politique significatif consiste dans la chute marquée de crédibilité des processus électoraux;
- le présidentialisme exacerbé, caractéristique du système politique mexicain, constitue une des institutions les plus détériorées dans l'histoire récente du pays;
- le problème politique fondamental de la société mexicaine provient des effets négatifs probables de la crise par rapport à la démocratisation ".

En conclusion, "si l'hypothèse de la crise politique paraît intenable, par contre tout suggère qu'au pays s'amorce la gestation d'une crise d'hégémonie priiste " (du PRI). Écrivant en 1984, Pereyra montre les difficultés croissantes qu'éprouve le PRI à articuler le consensus global d'orientation socio-politique et économique avec les secteurs respectifs de la bourgeoisie entrepreneuriale, des classes moyennes, voire avec le secteur paysan où émergent de plus en plus des regroupements hostiles au leadership officiel. Néanmoins, lui aussi reconnaît que "la capacité de convocation " du PRI demeure encore considérable, rejoignant ainsi l'opinion dominante à ce sujet. Les années 1980 mettront plutôt à l'ordre du jour la thématique de la double démocratisation nécessaire du PRI et du système politique comme tel<sup>12</sup>.

## 2 Le vécu de la crise

Bien que ce travail ne prétende pas être une étude proprement dite de la classe ouvrière mexicaine, quelques brèves indications relatives à sa composition ainsi qu'à ses grandes orientations se sont avérées incontournables. Démarche indicative nécessaire mais en même temps

---

<sup>11</sup> C. Pereyra, "Efectos políticos de la crisis", *México ante la crisis*, *op.cit.*, volume 2, pp. 207-220.

<sup>12</sup> Voir, entre autres, J. G. Castañeda, *México: el futuro en juego*, Mexico, Editorial Joaquín Moritz, 1987; S. Zermeño, "El fin del populismo mexicano", *Nexos*, no 113, mai 1987, pp.31-35. R. Bartra, *La democracia ausente*, México, Editorial Grijalbo, 1986.

hasardeuse, tant les sources et les interprétations se révèlent, là aussi, nombreuses, conflictuelles et divergentes<sup>13</sup>. Néanmoins, l'objectif poursuivi consiste toujours et essentiellement dans la mise en perspective contextuelle de l'objet d'enquête, cette fois sous son angle propre.

Que faut-il entendre par classe ouvrière dans le Mexique du début des années 1980? Il s'agit non seulement des travailleurs actifs dans les industries traditionnelles (aliments, textiles, tabac, chaussures, etc.) ou celles dites *stratégiques* (pétrole, électricité, chemins de fer) mais aussi d'un nouveau type d'ouvriers (automobile, télécommunications, pétrochimie, appareils électriques, etc.) assujettis aux processus et systèmes modernes de travail<sup>14</sup>. Ou encore, selon une définition conceptuellement plus marquée<sup>15</sup>:

*"la classe ouvrière industrielle est formée fondamentalement par les travailleurs salariés manuels et intellectuels à proprement parler productifs, qui génèrent de la plus-value ou rendent rentable*

---

<sup>13</sup> Il serait vain de vouloir énumérer ne serait-ce que les plus pertinents parmi les innombrables travaux (monographies, ouvrages, articles, etc.) sur la classe ouvrière mexicaine publiés, par exemple, entre 1976 et 1985. Rappelons pour mémoire la série en 3 volumes (déjà mentionnée) de l'Université Autonome de Puebla (*Memorias...*), les monographies de Siglo XXI: *La clase obrera en la historia de México* (17 titres); *El obrero mexicano* (5 titres); *Historia del movimiento obrero en América latina*, vol. 1 (cf. monographie de R. T. Delarbre sur le Mexique: 1860-1982); des revues spécialisées comme *Punto Crítico*, *Solidaridad* et, plus récemment, *El Cotidiano* (Universidad Autónoma Metropolitana); des numéros spéciaux de *Investigación Económica* (no 161, juillet-septembre 1982), *Estrategia* (no 50, mars-avril 1983), etc.; des appareils bibliographiques comme celui établi par E. Köppen pour la période 1968-1981 (voir le numéro sus-mentionné de *Investigación Económica*) et l'essai de Elena Azaola, *La clase obrera como sujeto de estudio en México* (1940-1980), Cuadernos de la casa chata, 99, México, 1984. Bien entendu, les auteurs spécialisés dans l'étude de la classe ouvrière au Mexique utilisent, avec plus ou moins de réserve, les statistiques publiées par les principales centrales syndicales ainsi que les publications gouvernementales relatives à la population économiquement active à l'emploi, au chômage, à la sécurité sociale, etc.

<sup>14</sup> Javier Aguilar, *Los sindicatos nacionales*, UNAM, 1982, cité par Azaola, p. 29.

<sup>15</sup> *Estrategia*, 1983, p. 7. Cette définition exclut les ouvriers agricoles, les travailleurs du commerce et des services non productifs.

*le capital et qui oeuvrent dans les industries extractives ainsi que dans les transports et les communications".*

La configuration quantitative de cette classe ouvrière s'opère en général à travers les statistiques de population économiquement active (PEA) de source gouvernementale ou les indications d'affiliation syndicale établies par les centrales. Ces données sont soumises ou confrontées à certaines élaborations méthodologiques pour en décanter les biais et erreurs de *sur* ou de *sous-estimation*. D'où les divergences d'évaluation auxquelles il est fait allusion au début.

Ainsi, pour 1980, la revue *Estrategia* qui, à partir de calculs discrétionnaires, établit à 5 068 000 le nombre de travailleurs faisant partie de la classe ouvrière (telle que définie précédemment), ne peut s'empêcher de constater: "*il est difficile de savoir combien il y a de travailleurs et de syndicats au Mexique. Presque toutes les centrales syndicales mettent en oeuvre, indistinctement, les chiffres les plus divers*". Utilisant des sources gouvernementales et syndicales ainsi que des données d'auteurs, Manuel Camacho les confronte aux statistiques d'affiliation (obligatoire) à l'Institut Mexicain de Sécurité Sociale (IMSS). Il suggère un double raisonnement logique: compte tenu de l'affiliation obligatoire à l'IMSS, il serait difficile de supposer que des travailleurs syndiqués du secteur privé ne bénéficient pas de la sécurité sociale; par ailleurs, les chiffres indiqués par l'IMSS correspondent à ses obligations financières (services médicaux, pensions): par conséquent, il serait illogique qu'ils puissent être "gonflés". L'auteur débouche ainsi, pour 1978 (août), sur une population syndiquée totale de 5 020 000 travailleurs, dont 1 700 000 dans le secteur public et 3 320 000 dans le secteur privé, sur une population économiquement active de 18 826,000<sup>16</sup>.

Cela étant, *quid* du taux de syndicalisation de la classe ouvrière mexicaine? A l'instar du nombre total de travailleurs, ce taux varie selon les sources et les méthodes de calcul, la démarche générale étant bien entendu le pourcentage obtenu par le rapport entre le nombre total de syndiqués et la PEA. Camacho avance un taux de 26% pour 1978 qu'il compare à ceux de 19% (1978) et de 24% (1976) d'autres auteurs. Il signale en même temps que ce taux est révélateur d'un processus de

---

<sup>16</sup> M. Camacho, *op.cit.*, pp. 124-133. Ces calculs de l'auteur ont l'avantage d'être méthodologiquement transparents et soumis à une démarche comparative.

syndicalisation "*plus avancé que ne le suppose l'opposition syndicale*"<sup>17</sup>. Selon la revue *Estrategia*, la syndicalisation a augmenté en 1978-1981 par suite de l'essor économique (de ces années) mais aurait décliné en 1982 *de manière considérable* pour la raison inverse. Quoi qu'il en soit, la répartition spatiale ou par industrie de la syndicalisation est également instructive pour notre propos: sur la base des données en 1970, Juan Felipe Leal constate une concentration des noyaux les plus importants de travailleurs syndiqués dans cinq entités de la fédération mexicaine: le *District Fédéral* (DF): 49,8% et les États suivants: *Coahuila* (31,2%), *Nuevo León* (22,9%), *Jalisco* (10,5%) et *Vera Cruz* (9,8%); par branche industrielle, on obtient les pourcentages suivants: industrie extractive (93,8%); industrie de transformation (36,8%); construction (26,1%); électricité et gaz (98,1%); transports et communications (84,5%). Enfin, d'une manière générale (sans considération spécifique de la syndicalisation), la classe ouvrière industrielle mexicaine est essentiellement *urbaine* et, en 1979, concentrée effectivement sur le *triangle industriel*: *México - Monterrey - Guadalajara* (45% de la population industrielle salariée).

Tel serait, à grands traits, le portrait d'ensemble de cette classe ouvrière dont on a essayé de sonder le vécu à l'été 1983, à l'aide d'un échantillon exploratoire de 202 travailleurs du District Fédéral (DF)<sup>18</sup>.

---

<sup>17</sup> En effet, le taux de syndicalisation paraît avoir évolué comme suit: 10,7% (1950), 11,6% (1954), 12,6% (1960), 18,9% (1970). Cf. J. F. Leal, "Las estructuras sindicales", *El obrero mexicano*, México, Siglo XXI, 1985, p. 28. Toutefois, cet auteur trouve le taux de 1970 "assez bas" par rapport à des taux européens (entre 30 et 45%) mais comparable à ceux de l'Amérique latine "de la même date ou d'autres".

<sup>18</sup> Cette exploration par enquêtes s'est déroulée durant les deux premières semaines du mois d'août 1983: il s'agit d'abord d'une "enquête-pilote" (ou pré-enquête) visant à vérifier certaines conditions préalables et, en particulier, à soumettre le questionnaire à un pré-test permettant de corriger certaines formulations ou de combler des lacunes éventuelles du questionnaire; l'enquête proprement dite (avec questionnaire définitif) a eu lieu dans l'aire métropolitaine du District Fédéral (DF), soit au lieu de travail, soit au local syndical, soit même sur une ligne de piquetage... Ces enquêtes n'auraient pas été possibles sans la collaboration du CIDAMO (*Centro de Información y Análisis sobre el Movimiento obrero Latinoamericano*) dont le directeur, Luis Hernandez, m'a grandement facilité la tâche par ses avis, conseils et informations. Je lui renouvelle mes plus vifs remerciements ainsi qu'aux collaborateurs du Centre qui m'ont servi d'enquêteurs: Arnulfo Arteaga, Maribel Gutierrez Moreno, Georgina Limones Cenicerros, Francisco Pinedra (responsable de l'équipe)

## 2.1 L'échantillon (quelques caractéristiques signalétiques)

— Sept secteurs d'activités ont été retenus: *pétrole*, *électricité*, *automobile*, *nucléaire*, *transport*, *éducation*, *fer et acier*. Leur poids dans l'échantillon va de 24% et 20% respectivement pour le pétrole et l'électricité à 8% pour l'automobile et le nucléaire et à 7% pour le secteur fer et acier. L'éducation et le transport occupent une position intermédiaire avec respectivement 15% et 17%.

— L'échantillon de 202 individus choisis est *composé en majorité de travailleurs relativement jeunes*: 87% se situent au-dessous de 44 ans et de ce groupe, 42% ont moins de 29 ans. *L'âge moyen se situe donc aux environs de 30 ans*. Pour la plupart mariés (70%), leur charge familiale, mesurée par le nombre d'enfants, tend à être élevée: le nombre de travailleurs ayant quatre enfants ou plus forme 57% de l'échantillon. Les célibataires comptent pour 28%, les divorcés et les veufs pour 2% de l'échantillon. Celui-ci est enfin "masculin" à 90% contre 10% de femmes.

— Quant au *degré de qualification des travailleurs*, il est identifié à l'aide de quatre catégories: les *manoeuvres*, qui représentent 54% de l'échantillon, les *travailleurs spécialisés*, 24%, les *travailleurs qualifiés supérieurs*, 7% et les *cadres administratifs*, 16%. Comme dans

---

et Lorena Vasquez Rojas. Je voudrais faire également une mention spéciale de Sergio Guevara pour son travail remarquable de documentation, réalisé avec diligence et minutie.

Cette équipe a été directement associée à la constitution de l'échantillon: en particulier, nous avons eu le souci de tenir compte d'un certain équilibre entre les deux composantes du syndicalisme mexicain: le syndicalisme *officiel* (proche du PRI): par exemple, pétrole, électricité, et le syndicalisme *indépendant*: par exemple, nucléaire, éducation.

D'une manière générale, il convient de signaler ici que, compte tenu de la nature *exploratoire* des enquêtes, l'échantillon a été établi selon la méthode dite du *choix raisonné*. À partir de la situation contextuelle de base (la crise et ses possibles implications socio-politiques), il s'agissait plutôt de vérifier certaines hypothèses de travail (alliance État/classe ouvrière, perception et réception de la crise, solutions de sortie de crise, etc.) que d'identifier des tendances fortes, généralisables à l'ensemble de la classe ouvrière mexicaine. Au demeurant, dans notre échantillon, celle-ci est d'emblée circonscrite au *District Fédéral*; de plus, la comparaison avec l'échantillon de province aura été également un exercice limité.

l'ensemble de l'échantillon, les manoeuvres forment la majorité de la main-d'oeuvre *dans tous les secteurs* .

Comme on pouvait s'y attendre, l'ensemble de l'échantillon est constitué d'individus qui, pour la plupart, ont *tout au plus* le secondaire. Ils sont 84% à être dans cette catégorie qui inclut le primaire (38%), le préparatoire (15%) et le secondaire (31%). Le reste, soit 16%, est également partagé entre ceux qui ont suivi des cours techniques ou qui ont fréquenté l'université.

A cause de la taille de l'échantillon, il n'apparaît pas possible d'avancer que tel ou tel secteur tend à utiliser une main-d'oeuvre plus qualifiée que tel ou tel autre. L'on peut cependant affirmer que la répartition des différents niveaux de scolarité reflète l'état de la scolarisation au Mexique: seule une très faible proportion de travailleurs a poursuivi ses études au-delà du primaire.

## 2.2 Le questionnaire et les réponses<sup>19</sup>

Le questionnaire utilisé comprend un éventail de 34 questions organisées autour d'un certain nombre de thèmes (statut, conditions de travail, participation syndicale et la situation économique). On retiendra ici le thème de la *situation économique* , soit les questions 29 à 33.

### •Facteurs d'attribution de la crise

Trois questions à caractère répétitif et par ordre d'importance ont été utilisées dans la grille de construction du questionnaire, soit: premier facteur, deuxième facteur et troisième facteur. Les réponses obtenues s'inscrivent donc nécessairement dans la grille pré-construite, qui se structure principalement autour des référents communs: *mauvaise gestion étatique* , *facteurs externes* et *facteurs internes* .

---

<sup>19</sup> Ont participé à la préparation et à la rédaction du questionnaire les assistants de recherche Rulx-Lionel Jacques et Cecilia Millan. Le travail de codage et de dépouillement a été assuré par Rulx-Lionel Jacques. Alain Gilles, méthodologue, a été associé à l'interprétation des données. Cette partie de la note de recherche leur doit beaucoup: je leur en suis reconnaissant. Je dois enfin à Ignacio Cabrera, de l'*Instituto de Investigaciones Económicas de l'UNAM* , d'avoir aidé à "mexicaniser" le questionnaire.

Le référend "mauvaise gestion étatique" s'est construit à partir des catégories:

- pression inflationniste et l'incapacité de sa résolution
- restriction du crédit
- non contrôle de la fuite des capitaux
- augmentation des prix à la consommation de base.

*La "mauvaise gestion étatique" a été perçue comme premier facteur de crise par 66,2% des travailleurs de l'échantillon du DF et par 48,6% des travailleurs de provinces <sup>20</sup>.*

Les "facteurs externes" se structurent principalement à partir de la perception de la crise mondiale et de ses effets; perception véhiculée par des médias au cours de la période concernée autour des catégories suivantes:

- inflation mondiale
- taux d'intérêt à la hausse
- baisse de productivité
- baisse du volume des importations
- baisse du prix du pétrole exporté
- croissance du taux de chômage

*Les "facteurs externes" ont été perçus comme premier facteur de crise par 17,9% de travailleurs de l'échantillon DF et par 0,6% de celui de province.*

Les "facteurs internes" regroupent des catégories plus spécifiquement liées à la crise économique mexicaine et à des mesures d'ordre conjoncturel telles que:

- sacrifices fiscaux consentis par l'État
- restriction des subsides à l'industrie de consommation de bas
- luttes politiques internes
- manque de contrôle sur les finances publiques.

*Ces catégories ont été perçues comme premier facteur de crise par 10,9% des travailleurs de l'échantillon de DF et par 31,7% de celui de province.*

---

<sup>20</sup> La section du questionnaire portant sur la crise économique a été croisée avec les réponses obtenues pour les mêmes questions dans un échantillon produit par André Corten lors de ses enquêtes en province au cours de la même période.

*Les jugements des deux groupes de travailleurs sur la gestion de l'économie par l'État sont cependant aussi sévères . La mauvaise gestion est nettement perçue comme facteur déterminant auquel les travailleurs de DF attribuent la crise. Cependant, ces jugements doivent être compris dans la perspective des modalités d'affectations ressenties par la classe ouvrière à cause de la crise. C'est en effet surtout l'augmentation des prix des produits de consommation de base et l'inflation qui sont souvent évoquées à la base de ces jugements .*

Les réponses obtenues à la question portant sur le deuxième facteur sont moins tranchées à cause surtout du taux élevé de non-réponse (36,8% dans l'échantillon de DF et 65,2% dans celui de province). Il est remarquable que la tendance à attribuer la crise aux facteurs *internes* et, plus particulièrement, aux luttes politiques internes persiste au niveau du deuxième facteur. En effet, cette catégorie rencontre l'assentiment de 10,9% des travailleurs de DF et de 21,8% de ceux de province. La mauvaise gestion de l'économie par l'État est évoquée par 13,4% de l'échantillon de DF et par 9,8%, de celui de province. 17,4% des travailleurs de DF attribuent aux facteurs externes la crise économique mexicaine.

Les taux de non-réponse concernant le troisième facteur d'attribution de la crise n'autorisent guère une analyse des données recueillies. Il est à 56,4% pour l'échantillon du DF et à 98,5% pour celui de province.

L'analyse par secteur d'activité montre que la majorité des travailleurs identifient d'emblée la mauvaise gestion de l'économie *comme le facteur déterminant* auquel ils attribuent la crise. Celui-ci retrouve l'assentiment de plus de 70% des travailleurs du pétrole, de l'éducation, de l'électricité et de l'automobile; ceux du fer et de l'acier l'admettent à 64%, ceux du nucléaire à 53% et ceux du transport à 45%.



**Tableau 2**  
**Secteur d'emploi et attribution de la crise**

<b>Secteur d'emploi</b>	<b>Mauvaise gestion (%)</b>	<b>Facteurs externes (%)</b>	<b>Facteurs interne (%)</b>
Pétrole	72,9	12,5	14,6
Électricité	75,6	14,6	7,3
Automobile	75,0	12,5	0,0
Nucléaire	52,9	29,4	11,8
Transport	45,7	22,9	20,0
Éducation	70,0	20,0	6,7
Fer et acier	64,3	21,4	7,1

La conjonction des deux facteurs d'attribution de la crise: *mauvaise gestion et facteurs internes* (surtout les luttes politiques) met davantage en évidence la responsabilité des dirigeants du point de vue des travailleurs. En effet, on constate un pourcentage très élevé de répondants identifiant ces facteurs comme prioritairement responsables de la crise:

**Tableau 3**  
**Mauvaise gestion et facteurs internes**

<b>Secteur d'emploi</b>	<b>Mauvaise gestion et facteurs internes (%)</b>
Pétrole	87,5
Électricité	82,9
Automobile	75,0
Nucléaire	64,7
Transport	75,7
Éducation	76,7
Fer et acier	71,4

• *Comment la crise affecte-t-elle les travailleurs*

À partir des indications sur l'augmentation du prix des produits de consommation de base (aliments, vêtements, transport, loyer, etc.), les

travailleurs étaient amenés à préciser d'une façon plus spécifique le type d'affectation le plus ressenti. La distribution des données recueillies montre qu'au niveau de la première forme d'affectation, on retrouve regroupées *l'augmentation du prix des aliments* : 55,7% (DF) contre 7,1% (province), *celle du transport et de l'essence* : 20,9% (DF) contre 15,5% (province). En faisant abstraction de l'augmentation du prix, on constate une nette opposition entre les deux échantillons en ce qui concerne la forme d'affectation la plus couramment admise. Il saute aux yeux que le prix des aliments et du transport représente une source de préoccupation plus profonde pour les travailleurs de la capitale que pour leurs collègues de province. Par contre, le prix à payer pour les dépenses sociales et les dépenses de loisirs affecte 4,0% de l'échantillon de province, alors qu'il ne semble pas affecter celui du DF. L'importance apparemment surprenante de la différence entre les deux échantillons s'atténue si l'on tient compte du fait que *près de 70% de l'échantillon de province ne s'est pas prononcé clairement sur la question* .

Pour l'échantillon de DF, la deuxième forme d'affectation touche plus particulièrement les vêtements (33,7%), les aliments (25,2%), les loyers (11,4%), les dépenses sociales et de loisirs (10,1%) et l'essence (8,4%). 88% de l'échantillon de province (dont 33% se sont référés à la catégorie "autre") ne se sont pas prononcés clairement sur la question: la comparaison avec celui de DF demeure donc inappropriée. La troisième forme d'affectation pour l'échantillon de DF touche les travailleurs surtout par rapport au vêtement (25,7%), aux dépenses sociales et de loisir (15,4%), au transport (13,9%), aux aliments (11,0%) et au loyer (8,0%).

Comme on peut le constater, *la perception de la crise par les travailleurs est reliée plus directement aux modalités d'affectation qui les touchent de près* . À mesure que l'État concentre sa capacité d'intervention dans les secteurs d'industrie à haute intensité capitaliste, négligeant ainsi la petite industrie et le secteur agricole, la perception de la crise par les travailleurs apparaît liée à ces mesures et à une mauvaise gestion de l'économie. On comprend mieux la signification accordée par ces derniers aux facteurs internes comme facteurs d'attribution de la crise, dès lors que les décisions prises les affectent prioritairement au niveau de la consommation des produits de base (aliments, vêtements, etc.).

En effet, l'analyse du tableau croisé: *secteur d'activité* par *l'affectation la plus ressentie*, indique que cette dernière les touche dans une forte proportion — et ce dans tous les secteurs — surtout au niveau de l'augmentation des prix des produits de consommation de base: aliments, vêtement et loyer, comme le montre la distribution du tableau 4.

**Tableau 4**  
**Degré d'affectation des travailleurs par secteur d'activité**

Secteur d'activité	Augmentation des prix (aliments, loyer et vêtements) % de travailleurs
Pétrole	68,3
Électricité	65,9
Automobile	75,1
Nucléaire	94,1
Transport	77,2
Éducation	68,9
Fer et Acier	75,7

*La grande majorité des travailleurs s'estiment donc affectés prioritairement par l'augmentation des prix des produits de base .*

**•Comment combattre la crise?**

Comme précédemment, à partir des indications sur les mesures visant à *stimuler l'économie*, à *créer des emplois*, à *assainir les finances publiques* et à *susciter une motivation politique plus dynamique*, les travailleurs étaient amenés à spécifier les types de décisions étatiques les plus aptes à résorber la crise économique. Il s'est agi ici essentiellement de recueillir la vision des répondants sur les possibilités et les stratégies de sortie de crise.

*Dans cette perspective, 69,8% de l'échantillon de DF contre 13% de celui de province estiment que stimuler l'économie et créer de l'emploi représentent les principaux facteurs permettant de résorber la crise. Par contre, la motivation*

*politique recueille l'assentiment de 29,6% de l'échantillon de DF contre 51,1% de celui de province.*

Ces deux caractéristiques illustrent fort bien l'impact et l'assimilation par les travailleurs de l'action et du discours des dirigeants politiques. En effet, l'action de l'État visant à insuffler une nouvelle dynamique au processus d'accumulation implique des investissements productifs et une dette extérieure croissante. Cette politique de l'État s'accompagne généralement d'un discours à "saveur nationaliste" axé sur la mobilisation patriotique au nom de l'intérêt national. Les travailleurs reproduisent, dans un premier temps, l'essentiel de ce discours comme moyen privilégié d'une stratégie de sortie de crise.

Dans un second temps, les moyens suggérés par les travailleurs de l'échantillon *DF* pour combattre la crise s'échelonnent comme suit:

**Tableau 5**  
**Moyens de combattre la crise**

1- Stimulation de l'économie	49,5%
2- Motivation politique	19,0%
3- Assainissement des finances publiques	15,0%
4- Nationalisation d'autres entreprises	5,5%
5- Ouverture de l'économie et échanges accrus avec l'étranger	1,0%

En dehors des moyens privilégiés, les autres suggestions demeurent marginales. (Chez les travailleurs de l'échantillon *de province*, le haut taux de *non-réponse* (près de 90%) aux deux dernières questions portant sur les moyens de combattre la crise n'autorise guère de comparaison avec l'échantillon *DF*).

• *Capacité du pays à sortir de la crise*

*Les politiques et mesures élaborées par l'État sont-elles de nature à susciter l'optimisme chez les travailleurs quant à leur perception de la capacité du pays à sortir de la crise?* Les réponses obtenues témoignent d'un pessimisme pour 51,2% de l'échantillon, 33,8% de celui-ci restant sceptiques (c'est-à-dire plus ou moins pessimistes) et 14,9% indécis. *Les travailleurs relativement moins pessimistes sont ceux des secteurs*

*de l'électricité, du nucléaire et du transport (47-48%) . Ceux du secteur de l'éducation, de l'automobile et du pétrole sont pessimistes à 50-53%, les plus pessimistes étant ceux du secteur fer et acier à 71% .*

Plusieurs facteurs concourent à éclairer ce pessimisme de fait. Rappelons d'abord que 66,2% des travailleurs du *DF* et 48,6% de ceux de province attribuent la situation de crise à "la mauvaise gestion étatique" de l'économie. Cette attitude rejoint bien entendu la compréhension du rôle central que joue l'État mexicain dans la mobilisation et l'allocation des ressources financières et économiques du pays. Faut-il en déduire une mise en cause plus générale de cet État par la majorité des travailleurs interviewés? Au moment de l'enquête, il apparaît osé de l'affirmer (compte tenu de l'intériorisation du discours politique dominant) mais, au fur et à mesure que s'approfondit la crise économique et qu'émergent des réponses contestataires plus globales, "l'État de la révolution mexicaine" se voit interpellé, aussi bien de "l'intérieur" que de "l'extérieur" du système de domination.

Par ailleurs, il est indéniable que les travailleurs "découvrent" la crise à travers leurs expériences quotidiennes et individuelles, c'est-à-dire à travers ses effets directs et immédiatement visibles (augmentation du coût de la vie, chômage, insécurité d'emploi, condition de travail, etc.). D'où la vision à dominante économique de la crise et des moyens pour la combattre (stimulants économiques, emploi). Il serait cependant trompeur d'en déduire que cette lecture individuelle d'une situation collective n'intègre pas, même à ce stade, la conscience d'autres facteurs significatifs: le poids des institutions, les rapports de classes, le contexte socio-politique général, etc. Cette conscience reste "vraie", voire vérifiable (d'autres enquêtes l'ont signalé) même si le "fatalisme" et le "scepticisme" apparaissent comme la tonalité dominante face à la capacité du "système" à trouver des solutions durables à la crise. D'une manière générale, on peut dire, à la lumière des réponses fournies sous cette rubrique, que pour l'ensemble des travailleurs, "s'adapter", "survivre" *dans les conditions données* semble être la lutte à gagner en 1983.

### 3 Perspectives au-delà de 1983

Il convient d'indiquer que cet éventail de réponses fournies par l'échantillon demanderait à être nuancé à bien des égards, quoique, dans l'ensemble, elles aient d'emblée permis d'éclairer et d'orienter des

développements liés notamment au rapport État/classe ouvrière. En particulier, elles ne reflètent pas ici tout l'arrière-plan de l'appartenance syndicale (participation, militantisme, vision du syndicat, etc.) ou encore celui des sources d'information (journaux, radio, télévision) conditionnant l'opinion des travailleurs. On peut aussi ajouter qu'un certain nombre de détails historiques relatifs à l'évolution spécifique de tel ou tel secteur de travail au sein du mouvement ouvrier et syndical aurait permis de mieux apprécier ici les réponses apportées par les travailleurs de ce secteur: ainsi, il ne serait pas indifférent de "contraster" les réponses en provenance de secteurs sous obédience syndicale *officielle* (par exemple, *les pétroliers*) avec celles de secteurs d'affiliation syndicale *démocratique* ou *indépendante* (par exemple, *les électriciens*). Par ailleurs, l'on ne saurait trop rappeler l'impact régional *différentiel* de la crise et, par conséquent, la circonspection obligée qui s'impose face à la tentation de généralisation à l'échelle nationale.

Cela dit, il reste que, dans les paramètres signalés, l'enquête de 1983 aura pu mettre en évidence des tendances et des orientations dont feront également état d'autres sources, études ou interprétations consultées *ultérieurement*. Ainsi, par exemple, une enquête menée pour le compte du *New York Times* entre le 28 octobre et le 4 novembre 1986 auprès d'un échantillon *national* de 1 576 adultes mexicains rapporte, entre autres, les données suivantes:

- 78% des personnes interrogées pensent que le plus gros problème du Mexique est de nature économique;
- 54% estiment que le Mexique ne résoudra jamais sa crise économique tandis que 15% le croient possible dans une décennie ou moins;
- les femmes sont plus pessimistes que les hommes face à la situation économique: 65% d'entre elles pensent que la situation économique s'empirerait en 1987 et 58% estiment que le Mexique ne pourra jamais résoudre ses problèmes économiques;
- d'une façon générale, l'enquête révèle, dit le *New York Times*, "*a nation lacking confidence about its future, longing for political change, deeply suspicious of Government's motives and questioning its leaders' ability to manage the country's affairs*"<sup>21</sup>.

---

<sup>21</sup> W. Stockton, "Mexican Pessimism is Found in Survey", *The New York Times*, 16 novembre 1986.

Tout en ne m'appropriant pas cette conclusion d'ensemble de manière indiscriminée (parce qu'ignorant ses prémisses), elle me paraît mettre en évidence la même tonalité *pessimiste* identifiée en 1983. Résignation? Acceptation de la situation de fait? On a déjà relevé précédemment l'expression d'une logique de survie et d'adaptation nécessaire, manifeste également en 1983. Toutefois, il y a lieu, spécifiquement en ce qui concerne les travailleurs, de replacer celle-ci dans le contexte évolutif de la crise comme facteur affectant le mouvement ouvrier organisé face à l'État-PRI. Sans entrer dans l'échafaudage historique complexe de ce dernier sous la double figure du syndicalisme *officiel* et *indépendant*, pour la perspective choisie ici (rapport avec le système de domination), on ira à l'essentiel de l'interaction entre le mouvement ouvrier organisé et l'État *depuis* 1983.

D'abord, l'on doit constater une recrudescence de l'agitation ouvrière tout au long de 1982-1983 (grèves, manifestations, marches, etc.), laquelle va ponctuer ou accompagner les demandes d'augmentation de salaires et de protection de l'emploi en provenance des grandes centrales proches du pouvoir. Pour des raisons de rééquilibrage tactique, celui-ci, de profil technocratique, (il s'agit du nouveau pouvoir sexennal installé en décembre 1982), cherche dans un premier temps à "diversifier" ses interlocuteurs privilégiés au sein de la bureaucratie syndicale. Un *pacte de solidarité* (État/entrepreneurs/syndicats) est conclu en août 1983, confirmant ainsi l'articulation historique du pouvoir à travers des relais du type corporatiste. Parallèlement, c'est-à-dire dans le secteur dit indépendant (ou de classe) émerge la dynamique des *coordinadoras* (coordinations) qui regroupent des fronts, des comités *ad hoc*, etc. et organisent la mobilisation contre la vie chère, les révisions salariales et contractuelles annoncées par le gouvernement, *mais aussi* pour la promotion de la démocratie et de l'unité syndicales, l'indépendance vis-à-vis du gouvernement, etc.

Toutefois, il ne s'agit pas d'un mouvement à dynamique ascendante cumulative, compte tenu à la fois des initiatives gouvernementales, des tiraillements, luttes intestines et contradictions au sein du mouvement ouvrier lui-même. Ainsi par exemple, on a pu constater que le nombre de grèves est passé de 296 en 1982 à 92 en 1983 et à 46 en 1984<sup>22</sup>. Les compilations faites par la revue *El Cotidiano* pour les années récentes

---

<sup>22</sup> J. M. Calderon, "État et crise", dans *Amérique latine*, Paris, CETRAL, no 22, avril-juin 1985, p. 40. Voir dossier: *Mexique: des choix difficiles*.

(1986-1987) confirment cette tendance. Ces deux sources fournissent une explication similaire face à cette démobilisation progressive de la classe ouvrière. "*Face à la crise, écrit Calderon, les travailleurs ont opté pour la défense de l'emploi et la protection du salaire dans l'attente de conditions sociales et économiques plus favorables à la pratique d'une action concertée de classe*". Selon Luis Méndez

*"en quatre ans de gouvernement, la classe ouvrière mexicaine, absente des processus de modernisation que promeuvent aussi bien l'État que les entrepreneurs, tend chaque fois plus à l'immobilité... Devant l'absence d'alternatives, le travailleur a donné priorité à la défense de son emploi même au prix de voir son contrat collectif (de travail) mutilé"*<sup>23</sup>.

Quant à Trejo Delarbre, historien consacré, et maintes fois cité, du mouvement ouvrier, il constate la *paralysie ouvrière* aussi bien pour le syndicalisme officiel que pour le syndicalisme indépendant; ayant posé le diagnostic de l'affaiblissement numérique du syndicalisme, des limitations de la politique et du discours syndicaux, de l'émergence des classes moyennes comme *nouveau protagoniste social*, etc., il se demande "*si l'équilibre historique dans l'articulation entre gouvernement-État-mouvement ouvrier va pouvoir se maintenir ou si la crise n'obligera pas (à rechercher) un nouveau type d'articulation politique*"<sup>24</sup>.

Quoi qu'il en soit, la crise déploie une dynamique presque en dents de scie depuis 1983. Alors que les mesures d'ajustement semblent produire les effets escomptés en 1983-1985 (croissance du PIB en 1984 et 1985), à partir de la fin de 1985 s'installent de nouvelles conditions adverses: aux perturbations et pertes énormes causées par le séisme de septembre 1985 vient s'ajouter, début 1986, la dégringolade des cours du pétrole. Pour le Mexique, ce choc externe aura été tellement sévère qu'il a entraîné son économie dans une crise distincte de celle existant déjà: tel est le constat du gouvernement dans son *Résumé des critères généraux de politique économique pour 1988*<sup>25</sup>. L'étude de la CEPAL citée au début de cette note confirme la dégradation des principales

<sup>23</sup> L. Méndez, "1987 Una esperanza fallida: tres meses de lucha obrera", dans *El Cotidiano*, 17, mai-juin 1987, p. 163.

<sup>24</sup> R. T. Delarbre, "La parálisis obrera", *Nexos*, 112, avril 1987, pp.57-64.

<sup>25</sup> *El Mercado de Valores*, año XLVII, no 47, 23 novembre 1987, p.1210.



variables macro-économiques: contraction de 3,8% du PIB; déficit fiscal de plus de 16% du PIB; baisse du salaire minimum de 11%, c'est-à-dire celui-ci ayant une valeur inférieure de 45% par rapport au sommet historique de 1976, soit l'équivalent de sa valeur d'il y a 23 ans — bref, une chute encore plus marquée du niveau de vie des secteurs les moins favorisés de la population, etc. Alors qu'à l'occasion de son cinquième Rapport de gouvernement (1er septembre 1987), le président Miguel de la Madrid croit pouvoir faire état d'un *optimisme modéré* au vu de la reprise économique au cours de 1987, les convulsions boursières d'octobre 1987 et surtout le développement de l'inflation vont amener son gouvernement à *convier les facteurs de la production* à un nouveau *Pacte de Solidarité Économique*. Porté et signé par les trois secteurs (ouvrier, paysan et patronat), ce pacte, assure le président, est "*la réponse de la société mexicaine, dans son ensemble, à la dégradation économique qu'a subie le pays à partir de la mi-octobre*"<sup>26</sup>.

Ainsi la boucle est bouclée: au début de la crise et du sexennat (août 1983), l'État-PRI, ébranlé, bat le rassemblement autour d'un premier pacte de solidarité économique: quatre ans plus tard et un an avant la fin du sexennat, il réactive avec succès le même mécanisme. Quelle en est la principale signification?

Avec Calderon, cité plus haut, j'avancerai celle-ci: "*Dans l'immédiat, l'alliance entre le mouvement ouvrier et l'État se maintient [...] . [Cette alliance] a sans nul doute été un élément essentiel de la stabilité sociale, caractéristique jusqu'à présent de la crise mexicaine*". Pour combien de temps encore? Une intuition ou prédiction, entre plusieurs: "*En l'an 2000, le Mexique sera un pays plus prospère, plus juste et démocratique et plus indépendant, ou il sera au bord de la fracture vertébrale*"<sup>27</sup>.

Cary HECTOR  
Département de science politique  
Université du Québec à Montréal

---

<sup>26</sup> "Pacto de solidaridad económica", *El Mercado de Valores*, año XLVII, no spécial 51, 21 décembre 1987, p. 2.

<sup>27</sup> J. G. Castañeda, *op.cit.*, p. 145.